

MICHAEL SOMMER
PRÉSIDENT
PRÉSIDENT
PRÄSIDENT
PRESIDENTE

SHARAN BURROW
GENERAL SECRETARY
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
GENERALSEKRETÄRIN
SECRETARIA GENERAL

Monsieur Abdelaziz Bouteflika
Président de la République d'Algérie
El Mouradia
Alger
ALGÉRIE
Fax: + 213 21.691.595
E-mail: president@el-mouradia.dz

HTUR/MP

Le 30 mai 2012.

Algérie – Syndicalistes en grève de la faim

Monsieur le Président Bouteflika,

La Confédération syndicale internationale (CSI), au nom des 175 millions de travailleuses et de travailleurs qu'elle représente dans 151 pays, s'adresse aujourd'hui à vous en toute urgence à propos de la grève de la faim que mènent neuf syndicalistes algériens, représentant des greffiers de justice. Leur grève est désormais entrée dans sa quatrième semaine et leur état de santé préoccupe vivement la CSI.

La Confédération a en effet appris que les neufs syndicalistes, à savoir, Leïla Aberkane, Rabia Menaa, Nadia Derouiche, Zahia Boutaoui, Fouzia Bouziani, Mourad Ghedia, Saad Bourekba, Azziza Haddadi et Beldjani Djemai, étaient dans un état critique, ayant déjà perdu 10 % de leur poids. Plusieurs d'entre eux ont été admis à l'hôpital pour des soins d'urgence.

Lorsque le ministre de la Justice a refusé de reconnaître leur organisation, la Fédération nationale de la justice, affiliée au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), ses membres ont lancé une grève le 10 avril à laquelle les autorités ont réagi avec violence, notamment en arrêtant et en suspendant des employés. Le 6 mai, face à l'intransigeance persistante du gouvernement, les neuf membres de la direction de la Fédération ont entamé une grève de la faim, exigeant que le ministre accepte de dialoguer avec l'organisation.

Nous demandons à votre gouvernement de revenir sur sa politique de confrontation, d'accepter le droit de ces personnels de former leur propre syndicat et d'y adhérer, et de négocier une solution globale pour les plaintes qu'ils ont présentées.

Nous vous rappelons qu'en tant que Membre de l'Organisation internationale du Travail, l'Algérie est tenue d'honorer les obligations découlant de traités internationaux, et que votre gouvernement doit tenir ses engagements et respecter les droits syndicaux et les libertés fondamentales, comme le droit d'organisation.

Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a cursive 'B' and a long horizontal flourish.

Secrétaire générale